

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG176/1

8 octobre 2004

(04-4207)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

PROTOCOLE SUR LE COMMERCE DANS LA COMMUNAUTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE

La communication ci-après, datée du 2 août 2004, est distribuée à la demande de la délégation de la Tanzanie.

PROTOCOLE SUR LE COMMERCE TABLE DES MATIÈRES*

PRÉAMBULE

PREMIÈRE PARTIE

Article premier

Article 2

DÉFINITIONS ET OBJECTIFS

Définitions

Objectifs

DEUXIÈME PARTIE

Article 3

Article 4

Article 5

Article 6

Article 7

Article 8

Article 9

Article 10

Article 11

COMMERCE DES MARCHANDISES

Élimination des obstacles au commerce à l'intérieur de la SADC

Élimination des droits à l'importation

Élimination des droits à l'exportation

Obstacles non tarifaires

Restrictions quantitatives à l'importation

Restrictions quantitatives à l'exportation

Exceptions générales

Exception à des fins de sécurité

Traitement national

TROISIÈME PARTIE

Article 12

Article 13

Article 14

Article 15

PROCÉDURES DOUANIÈRES

Règles d'origine

Coopération en matière douanière

Facilitation du commerce

Commerce de transit

* Les annexes du Protocole ont été communiquées au Secrétariat, où les Membres intéressés peuvent les consulter (bureau 1174). Elles peuvent être également consultées à l'adresse URL suivante: www.sadc.int.

QUATRIÈME PARTIE

Article 16
Article 17
Article 18
Article 19
Article 20
Article 21

LÉGISLATION COMMERCIALE

Mesures sanitaires et phytosanitaires
Normes et règlements techniques relatifs au commerce
Mesures antidumping
Subventions et mesures compensatoires
Mesures de sauvegarde
Protection des industries naissantes

CINQUIÈME PARTIE

Article 22

QUESTIONS RELATIVES À L'INVESTISSEMENT LIÉ AU COMMERCE

Investissement transfrontières

SIXIÈME PARTIE

Article 23
Article 24
Article 25

AUTRES QUESTIONS LIÉES AU COMMERCE

Commerce des services
Droits de propriété intellectuelle
Politique de concurrence

SEPTIÈME PARTIE

Article 26

AUTRES DISPOSITIONS DE FOND

Développement du commerce

HUITIÈME PARTIE

Article 27
Article 28
Article 29
Article 30

RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES ÉTATS MEMBRES ET AVEC LES PAYS TIERS

Arrangements commerciaux préférentiels
Traitement de la nation la plus favorisée
Coordination des politiques commerciales
Coopération avec des pays tiers ou des groupes de pays tiers

NEUVIÈME PARTIE

Article 31
Article 32
Article 33
Article 34
Article 35
Article 36
Article 37
Article 38
Article 39

ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ET PROCÉDURES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Arrangements institutionnels
Règlement des différends
Engagement général
Modifications
Signature
Ratification
Entrée en vigueur
Adhésion
Dépositaire

ANNEXES

ANNEXE I

Concernant les règles d'origines pour les produits destinés à être commercialisés entre les États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe

ANNEXE II

Concernant la coopération douanière à l'intérieur de la Communauté de développement de l'Afrique australe

ANNEXE III

Concernant la simplification et l'harmonisation de la documentation et des procédures commerciales

ANNEXE IV	Concernant le commerce de transit et les installations de transit
ANNEXE V	Concernant le développement du commerce
ANNEXE VI	[Voir l'article premier du Protocole de modification du Protocole sur le commerce]**
ANNEXE VII	

^{**} Le Protocole de modification du Protocole sur le commerce dans la Communauté de développement de l'Afrique australe sera distribué sous la cote WT/REG176/2.

PRÉAMBULE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES:

Notant que le Traité établissant la Communauté de développement de l'Afrique australe a, à l'article 22, expressément requis la conclusion des Protocoles qui pourront être nécessaires dans chacun des domaines de coopération à l'intérieur de la Communauté;

Considérant que le commerce des marchandises et des services et la promotion de l'investissement transfrontières sont des domaines majeurs de la coopération entre les États membres de la Communauté;

Reconnaissant que le développement du commerce et de l'investissement est essentiel pour l'intégration économique de la Communauté;

Reconnaissant qu'un marché régional intégré créera de nouvelles opportunités pour un secteur commercial dynamique;

Convaincues de la nécessité de renforcer la coopération entre les Douanes et de combattre le commerce illicite à l'intérieur de la Communauté;

Convaincues qu'un cadre de coopération commerciale entre les États membres, basé sur l'équité, la concurrence loyale et les avantages mutuels contribuera à la création d'une Communauté de développement viable en Afrique australe;

Tenant compte des niveaux de développement économique différents selon les États membres de la Communauté et de la nécessité de partager de manière équitable les avantages de l'intégration économique régionale;

S'étant engagées à lier la libéralisation du commerce à un processus de développement industriel viable, ainsi qu'à une coopération dans le domaine des finances, de l'investissement et dans les autres secteurs;

Notant les dispositions du Traité d'Abuja requérant l'institution de groupements économiques régionaux et subrégionaux en tant qu'éléments de base pour la création de la Communauté économique africaine;

Tenant compte des résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay sur la libéralisation du commerce global;

Reconnaissant les obligations des États membres dans le cadre des accords commerciaux régionaux et des accords commerciaux bilatéraux existants;

Conviennent par le présent Protocole de ce qui suit:

PREMIÈRE PARTIE: DÉFINITIONS ET OBJECTIFS

Article premier

Définitions

"**Annexe**" s'entend d'un instrument juridique concernant la mise en œuvre du présent Protocole, qui fait intégralement partie de celui-ci et a la même force juridique que celui-ci;

"**Communauté**" s'entend de l'organisation définie à l'article premier du Traité établissant la SADC;

"**Évaluation de la conformité**" s'entend de toute procédure utilisée directement ou indirectement pour établir qu'une réglementation technique ou une norme est respectée, y compris en ce qui concerne l'échantillonnage, les essais, l'inspection, l'évaluation, la vérification, le contrôle, l'audit, l'accréditation, l'enregistrement ou l'approbation utilisés à cette fin, mais ne s'entend pas de la procédure d'approbation;

"**Conseil**" s'entend du Conseil des ministres tel qu'il est défini à l'article premier du Traité établissant la SADC;

"**CMC**" s'entend du Comité des ministres chargés des questions commerciales;

"**Dumping**" s'entend, conformément aux dispositions de l'article VI du GATT de 1994, de l'introduction des produits d'un pays sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à leur valeur normale, si le prix du produit exporté vers un autre pays est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour un produit similaire, destiné à la consommation dans le pays exportateur;

"**Droits à l'exportation**" s'entend de tout droit ou toute imposition ayant un effet équivalent, appliqués à l'exportation ou en relation avec l'exportation de marchandises de tout État membre à destination d'un autre État membre;

"**Hautes parties contractantes**" s'entend des États tels qu'ils sont définis à l'article premier du Traité;

"**Droits à l'importation**" s'entend des droits de douane ou impositions ayant un effet équivalent, appliqués à l'importation ou en relation avec l'importation de marchandises provenant d'un État membre et destiné à un autre État membre;

"**État membre**" s'entend d'un État membre tel qu'il est défini à l'article premier du Traité;

"**Obstacle non tarifaire**" s'entend de tout obstacle au commerce autre que les droits à l'importation et les droits à l'exportation;

"**Protocole**" [Voir l'article 2 du Protocole de modification du Protocole sur le commerce]**

"**Marchandises originaires**" s'entend des marchandises d'un État membre comme en dispose l'annexe I concernant les règles d'origine;

** Le Protocole de modification du Protocole sur le commerce dans la Communauté de développement de l'Afrique australe sera distribué sous la cote WT/REG176/2.

"**Restrictions quantitatives**" s'entend des interdictions ou des restrictions à l'importation ou à l'exportation à destination ou en provenance d'un État membre, que celles-ci soient appliquées par voie de contingents, de licences d'importation, de pratiques d'attribution de devises étrangères ou d'autres mesures et prescriptions limitant les importations ou les exportations;

"**Région**" s'entend de la Région telle qu'elle est définie à l'article premier du Traité;

"**Mesures de sauvegarde**" s'entend des mesures imposées conformément à l'article 20 du présent Protocole;

"**Services**" s'entend des activités intangibles et de celles énumérées à l'annexe 1B de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur le commerce des services (AGCS);

"**Sous-comité**" s'entend d'un comité d'experts établi dans le cadre de chacune des différentes annexes du présent Protocole;

"**Subventions**" s'entendra et s'interprètera de la même manière que dans l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires;

"**Pays tiers**" s'entend d'un pays autre qu'un État membre;

"**ZLE**" s'entend de la zone de libre-échange;

"**FNC**" s'entend du Forum de négociation commerciale;

"**Traité**" s'entend du Traité établissant la Communauté de développement de l'Afrique australe;

"**OMC**" s'entend de l'Organisation mondiale du commerce.

Article 2

Objectifs

Le présent Protocole vise à:

1. Libéraliser davantage le commerce intrarégional de biens et de services sur la base d'arrangements commerciaux justes, mutuellement équitables et avantageux, complétés par des protocoles dans d'autres domaines.
2. Assurer une production efficiente au sein de la SADC, reflétant les avantages comparatifs actuels et dynamiques de ses membres.
3. Contribuer à l'amélioration du climat de l'investissement national, transfrontières et étranger.
4. Renforcer le développement économique, la diversification et l'industrialisation de la Région.
5. Établir une zone de libre-échange dans la Région de la SADC.

DEUXIÈME PARTIE: COMMERCE DES MARCHANDISES

Article 3

Élimination des obstacles au commerce à l'intérieur de la SADC

1. Le processus et les modalités de l'élimination progressive des obstacles tarifaires et non tarifaires seront définis par le Comité des ministres chargés des questions commerciales (CMC) en tenant dûment compte:

- a) Des arrangements commerciaux préférentiels existant entre les États membres.
- b) Du fait que l'élimination des obstacles au commerce achevée dans le délai de huit (8) ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Protocole.
- c) Du fait que les États membres qui estiment qu'ils sont susceptibles d'être ou qu'ils ont été défavorablement affectés par l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce pourront, sur demande présentée au CMC, se voir accorder un délai de grâce pour leur ménager du temps supplémentaire pour l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires. Le CMC définira les critères appropriés pour l'examen de ces demandes.
- d) Du fait que des positions tarifaires différentes pourront être appliquées dans les limites du délai convenu pour les différents produits, dans le processus d'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires.
- e) La procédure et la méthode d'élimination des obstacles au commerce au sein de la SADC, et les critères relatifs à l'établissement de la liste des produits réclamant une attention particulière, seront négociés dans le cadre du Forum de négociation commerciale (FNC).

2. La procédure et les modalités convenues pour l'élimination des obstacles au commerce au sein de la SADC seront, dès leur adoption, réputées faire intégralement partie du présent Protocole.

Article 4

Élimination des droits à l'importation

1. Conformément à l'article 3 du présent Protocole, les droits à l'importation des marchandises originaires des États membres seront abaissés et éventuellement éliminés de manière progressive.

2. Le processus devra s'accompagner d'une stratégie d'industrialisation visant à améliorer la compétitivité des États membres.

3. Le CMC adoptera les mesures qui pourront être nécessaires pour faciliter l'ajustement nécessité par l'application du présent article. Le CMC réexaminera ces mesures de temps en temps.

4. Aux fins du paragraphe 1, les États membres n'appliqueront aucun droit à l'importation en dehors de ceux existant au moment de l'entrée en vigueur du présent Protocole.

5. Aucun élément du paragraphe 4 du présent article ne sera interprété comme empêchant l'imposition de taxes intérieures générales.

6. Le présent article ne s'appliquera pas aux redevances ou droits similaires correspondant au coût de tous les services rendus.

Article 5

Élimination des droits à l'exportation

1. Les États membres n'appliqueront aucun droit à l'exportation aux marchandises d'exportation à destination des autres États membres.

2. Le présent article n'empêchera aucun État membre d'appliquer les droits à l'exportation nécessaires pour empêcher l'érosion des interdictions ou des restrictions qui s'appliquent aux exportations à l'extérieur de la Communauté, à condition que le traitement appliqué aux États membres ne soit pas moins favorable que celui accordé à des pays tiers.

Article 6

Obstacles non tarifaires

Sous réserve des dispositions du présent Protocole, les États membres, eu égard au commerce au sein de la SADC:

- a) adopteront les politiques et mettront en œuvre les mesures permettant d'éliminer toutes les formes d'obstacles non tarifaires existants.
- b) s'abstiendront d'imposer tout nouvel obstacle non tarifaire.

Article 7

Restrictions quantitatives à l'importation

1. Les États membres n'appliqueront aucune nouvelle restriction quantitative et élimineront progressivement, conformément à l'article 3, les restrictions existantes à l'importation des marchandises originaires des États membres, sauf dispositions contraires prévues dans le présent Protocole.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, les États membres pourront appliquer un système de contingents à condition que le taux des droits appliqués dans le cadre dudit système de contingents soit plus favorable que celui appliqué aux termes du présent Protocole.

Article 8

Restrictions quantitatives à l'exportation

1. Les États membres n'appliqueront aucune restriction quantitative aux exportations destinées à tout autre État membre, sauf disposition contraire prévue dans le présent Protocole.

2. Les États membres pourront prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'érosion des interdictions ou des restrictions qui s'appliquent aux exportations à l'extérieur de la Communauté, à condition que le traitement appliqué aux États membres ne soit pas moins favorable que celui accordé à des pays tiers.

Article 9

Exceptions générales

Sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les États membres, soit une restriction déguisée au commerce au sein de la SADC, aucune disposition des articles 7 et 8 du présent Protocole ne sera interprétée comme empêchant l'adoption ou l'application par tout État membre de mesures:

- a) nécessaires à la protection de la moralité publique ou au maintien de l'ordre public;
- b) nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux;
- c) nécessaires pour assurer le respect des lois ou réglementations qui sont compatibles avec les dispositions dans le cadre de l'OMC;
- d) nécessaires à la protection des droits de propriété intellectuelle, ou visant à empêcher les pratiques commerciales trompeuses;
- e) concernant le transfert de l'or, de l'argent et des pierres précieuses et semi-précieuses, y compris les métaux précieux et stratégiques;
- f) imposées pour protéger les trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique;
- g) nécessaires pour prévenir une pénurie critique de produits alimentaires ou pour y remédier dans tout État membre exportateur;
- h) concernant la conservation des ressources naturelles épuisables et la protection de l'environnement;
- i) nécessaires pour se conformer aux obligations existantes dans le cadre des accords internationaux; ou
- j) **[Voir l'article 3 du Protocole de modification du Protocole sur le commerce]****

Article 10

Exception à des fins de sécurité

1. Aucune disposition du présent Protocole n'empêchera un État membre de prendre les mesures qu'il estime nécessaires pour protéger ses intérêts en matière de sécurité ou aux fins du maintien de la paix.
2. L'État membre concerné informera le CMC de toute mesure de ce type.

^{**} Le Protocole de modification du Protocole sur le commerce dans la Communauté de développement de l'Afrique australe sera distribué sous la cote WT/REG176/2.

Article 11

Traitement national

Les États membres accorderont, immédiatement et sans condition, aux marchandises commercialisées à l'intérieur de la Communauté, le même traitement que celui accordé aux marchandises produites au niveau national en ce qui concerne toutes les lois, réglementations et prescriptions applicables à la vente, l'offre à la vente, l'achat, le transport, la distribution ou l'utilisation desdites marchandises sur leur marché intérieur.

TROISIÈME PARTIE: PROCÉDURES DOUANIÈRES

Article 12

Règles d'origine

Les marchandises originaires pourront bénéficier du traitement de la Communauté, conformément aux dispositions de l'annexe 1 du présent Protocole.

Article 13

Coopération en matière douanière

Conformément aux dispositions de l'annexe II du présent Protocole, les États membres prendront les mesures appropriées, y compris les arrangements concernant la coopération des administrations des douanes, pour assurer l'application effective et harmonieuse des dispositions du présent Protocole.

Article 14

Facilitation du commerce

Conformément aux dispositions de l'annexe III du présent Protocole, les États membres prendront les mesures nécessaires pour faciliter la simplification et l'harmonisation des procédures et des documents commerciaux.

Article 15

Commerce de transit

Conformément à l'annexe IV du présent Protocole, les produits importés dans un État membre ou exportés à partir de celui-ci bénéficieront de la liberté du transit à l'intérieur de la Communauté et seront assujettis seulement au versement des redevances normales pour les services rendus.

QUATRIÈME PARTIE: LÉGISLATION COMMERCIALE

Article 16

Mesures sanitaires et phytosanitaires

1. Les États membres établiront leurs mesures sanitaires et phytosanitaires sur la base de normes, directives ou recommandations internationales, de manière à harmoniser leurs mesures sanitaires et phytosanitaires dans le domaine de la production agricole et de l'élevage.
2. Les États membres se prêteront sur demande à des consultations en vue de parvenir à des accords sur la reconnaissance de l'équivalence de mesures sanitaires ou phytosanitaires spécifiées, conformément à l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires.

Article 17

Normes et règlements techniques relatifs au commerce

1. Chaque État membre utilisera les normes internationales pertinentes comme base pour ses mesures liées aux normes, sauf lorsque ces normes seraient inefficaces ou inappropriées pour réaliser les objectifs légitimes qu'il recherche.
2. Les mesures liées aux normes d'un État membre qui sont conformes à une norme internationale seront considérées comme ne créant pas d'obstacle non nécessaire au commerce.
3. Sans abaisser le niveau de la sécurité, ou de la protection de la vie ou de la santé des personnes et des animaux, ou de la préservation des végétaux, ni préjuger des droits de tout État membre, et en tenant compte des activités internationales en matière de normalisation, les États membres, dans toute la mesure du possible, rendront leurs mesures respectives liées aux normes compatibles de manière à faciliter le commerce des marchandises et des services au sein de la Communauté.
4. Les États membres acceptent comme équivalents les règlements techniques des autres États membres, même si ces règlements diffèrent des leurs, à condition que ces règlements remplissent de manière adéquate les objectifs de leurs propres règlements.
5. Tout État membre, à la demande d'un autre État membre, recherchera les mesures appropriées pour promouvoir la compatibilité des normes ou des procédures d'évaluation de la conformité spécifiées qui sont en vigueur dans son territoire, avec les normes ou les procédures d'évaluation de la conformité qui sont en vigueur dans le territoire de l'autre État membre.

Article 18

Mesures antidumping

Aucune disposition du présent Protocole n'empêchera un État membre d'appliquer des mesures antidumping qui sont conformes aux dispositions de l'OMC.

Article 19

Subventions et mesures compensatoires

1. Les États membres n'accorderont pas des subventions qui faussent ou menacent de fausser la concurrence dans la Région.
2. Nonobstant la disposition du paragraphe 1 du présent article, un État membre pourra continuer d'appliquer une subvention conformément à l'article 3.
3. Un État membre pourra, aux fins d'éliminer les effets des subventions et sous réserve des dispositions de l'OMC, prélever des droits compensateurs sur un produit d'un autre État membre.
4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, un État membre ne pourra introduire une nouvelle subvention que si elle est conforme aux dispositions de l'OMC.

Article 20

Mesures de sauvegarde

1. Un État membre ne pourra appliquer une mesure de sauvegarde à l'égard d'un produit que si cet État membre a déterminé que ce produit est importé sur son territoire en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents.
2. L'existence d'un dommage grave sera déterminée conformément à l'article 4 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes.
3. Des mesures de sauvegarde seront appliquées à un produit importé quelle qu'en soit la provenance au sein de la Région.
4. En appliquant des mesures conformément au paragraphe 1 du présent article, un État membre accordera le même traitement à toutes les importations de produits originaires.
5. Un État membre n'appliquera des mesures de sauvegarde que dans la mesure et pendant la période nécessaires pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement. Conformément à l'article 7 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, la période ne dépassera pas quatre ans, à moins que les autorités compétentes de l'État membre importateur aient déterminé que la mesure de sauvegarde continue d'être nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et qu'il existe des éléments de preuve selon lesquels la branche de production procède à des ajustements.
6. Nonobstant la disposition du paragraphe 5 du présent article, la période d'application totale d'une mesure de sauvegarde ne dépassera pas huit (8) ans.

Article 21

Protection des industries naissantes

1. Nonobstant les dispositions de l'article 4 du présent Protocole, à la demande d'un État membre, le CMC pourra à titre de mesure temporaire visant à promouvoir une industrie naissante, et sous réserve des dispositions prévues par l'OMC, autoriser un État membre à suspendre certaines

obligations du présent Protocole à l'égard de l'importation de produits similaires en provenance des autres États membres.

2. Le CMC pourra, en prenant des décisions dans le cadre du paragraphe 1 du présent article, imposer les termes et les conditions auxquels cette autorisation sera soumise, afin d'empêcher ou de limiter au minimum des désavantages excessifs comme ceux susceptibles d'entraîner des déséquilibres commerciaux.

3. Le CMC réexaminera périodiquement les mesures de protection des industries naissantes d'un État membre appliquées conformément au paragraphe 1 du présent article.

CINQUIÈME PARTIE: QUESTIONS RELATIVES À L'INVESTISSEMENT LIÉ AU COMMERCE

Article 22

Investissement transfrontières

Les États membres adopteront les politiques et appliqueront les mesures établies dans le cadre de la Communauté pour promouvoir un régime d'investissement transfrontières ouvert, facilitant ainsi le développement économique, la diversification et l'industrialisation.

SIXIÈME PARTIE: AUTRES QUESTIONS LIÉES AU COMMERCE

Article 23

Commerce des services

1. Les États membres reconnaissent l'importance du commerce des services pour le développement des économies des pays de la SADC.

2. Les États membres adopteront des politiques et appliqueront des mesures compatibles avec leurs obligations aux termes de l'Accord général de l'OMC sur le commerce des services (AGCS), pour libéraliser leur secteur des services au sein de la Communauté.

Article 24

Droits de propriété intellectuelle

Les États membres adopteront les politiques et appliqueront les mesures prises dans le cadre de la Communauté pour protéger les droits de propriété intellectuelle, en conformité avec l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

Article 25

Politique de concurrence

Les États membres appliqueront les mesures de la Communauté qui interdisent les pratiques commerciales déloyales et encouragent la concurrence.

SEPTIÈME PARTIE: AUTRES DISPOSITIONS DE FOND

Article 26

Développement du commerce

Les États membres adopteront les mesures d'application générale relatives au développement du commerce visant à promouvoir le commerce au sein de la Communauté, prévues dans l'annexe V du présent Protocole.

HUITIÈME PARTIE: RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES ÉTATS MEMBRES ET AVEC LES PAYS TIERS

Article 27

Arrangements commerciaux préférentiels

1. Les États membres pourront maintenir les arrangements commerciaux préférentiels et les autres arrangements liés au commerce existant au moment de l'entrée en vigueur du présent Protocole.
2. Les États membres pourront conclure des arrangements commerciaux préférentiels nouveaux entre eux, à condition que ces arrangements ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent Protocole.
3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, les États membres signataires de tout arrangement commercial préférentiel existant et tout autre arrangement lié au commerce existant s'engagent à réexaminer la poursuite de l'application de ces arrangements commerciaux préférentiels, dans la perspective de réaliser les objectifs du présent Protocole.

Article 28

Traitement de la nation la plus favorisée

1. Les États membres s'accorderont réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.
2. Aucune disposition du présent Protocole n'empêchera un État membre d'accorder ou de maintenir des arrangements commerciaux préférentiels avec des pays tiers, pour autant que ces arrangements commerciaux ne constituent pas un obstacle ou une limitation à l'égard des objectifs du présent Protocole et que les avantages, concessions, privilèges ou pouvoirs accordés à un pays tiers sont étendus aux autres États membres.
3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article, un État membre ne sera pas obligé d'étendre les préférences d'un autre bloc commercial dont cet État membre faisait partie au moment de l'entrée en vigueur du présent Protocole.

Article 29

Coordination des politiques commerciales

Les États membres s'efforceront dans toute la mesure du possible de coordonner leurs politiques commerciales et de négocier leurs positions en ce qui concerne leurs relations avec des pays

ou groupes de pays tiers et les organisations internationales comme en dispose l'article 24 du Traité, pour faciliter et accélérer la réalisation des objectifs du présent Protocole.

Article 30

Coopération avec des pays tiers ou des groupes de pays tiers

Les États membres développeront la coopération et concluront des arrangements avec des pays ou groupes de pays tiers et avec les organisations internationales comme en dispose l'article 24 du Traité, pour faciliter et accélérer la réalisation des objectifs du présent Protocole.

**NEUVIÈME PARTIE: ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ET PROCÉDURES DE
RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

Article 31

Arrangements institutionnels

1. Les mécanismes institutionnels pour la mise en œuvre du présent Protocole comprendront le CMC, le Comité des hauts fonctionnaires chargés des questions relatives au commerce, le FNC et le Service de coordination des secteurs.
2. Le Comité des ministres sera chargé des questions commerciales, y compris:
 - a) la surveillance de la mise en œuvre du présent Protocole;
 - b) **[Voir l'article 4 du Protocole de modification du présent Protocole sur le commerce]**** la désignation des groupes d'experts commerciaux chargés de régler les différends pouvant survenir au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Protocole;
 - c) la surveillance des travaux de tout comité ou sous-comité établi dans le cadre du présent Protocole.
3. Le Comité des hauts fonctionnaires:
 - a) rendra compte au CMC des questions relatives à la mise en œuvre des dispositions figurant dans le présent Protocole;
 - b) supervisera les travaux du Service de coordination des secteurs;
 - c) donnera son feu vert pour la présentation au CMC des documents élaborés par le Service de coordination des secteurs;
 - d) entretiendra des relations étroites tant avec le CMC qu'avec le Service de coordination des secteurs;
 - e) contrôlera la mise en œuvre du présent Protocole;

^{**} Le Protocole de modification du Protocole sur le commerce dans la Communauté de développement de l'Afrique australe sera distribué sous la cote WT/REG176/2.

- f) supervisera les travaux du FNC.
4. Le Forum de négociation commerciale sera chargé de conduire les négociations commerciales et rendra compte au Comité des hauts fonctionnaires. Ses fonctions comprendront:
- a) les examens périodiques dans le cadre desquels des offres seront faites et l'élimination des obstacles non tarifaires sera demandée ou offerte;
 - b) la création d'une capacité d'étude d'experts pour contrôler l'incidence des mesures déjà mises en œuvre, et donner des avis sur l'incidence potentielle des offres en cours de discussion;
 - c) la mise en place d'une liaison entre la libéralisation du commerce et la coordination des politiques industrielles, ainsi que des autres domaines de la coopération sectorielle; et
 - d) la mise en place d'un cadre régional pour l'abaissement progressif et l'élimination éventuelle des droits de douane et des obstacles non tarifaires appliqués entre les États membres.
5. Le Service de coordination des secteurs remplira les fonctions suivantes:
- a) coordination au jour le jour des opérations de mise en œuvre du présent Protocole;
 - b) fourniture d'assistance technique et administrative au CMC, au Comité des hauts fonctionnaires et au FNC;
 - c) fourniture d'assistance aux comités subsidiaires, aux sous-comités et aux groupes d'experts établis pour mettre en œuvre le présent Protocole;
 - d) travail en étroite collaboration avec le secteur privé;
 - e) identification des besoins en matière de recherche et des priorités dans le domaine du commerce.

Article 32

Règlement des différends

[Voir l'article 5 du Protocole de modification du Protocole sur le commerce]**

Article 33

Engagement général

1. Les États membres prendront toutes les mesures appropriées pour assurer le respect des obligations découlant du présent Protocole.
2. Les États membres collaboreront pour résoudre tout problème empêchant le commerce à l'intérieur de la SADC du fait de toute mesure ou absence de mesure prise par un État membre sur des

^{**} Le Protocole de modification du Protocole sur le commerce dans la Communauté de développement de l'Afrique australe sera distribué sous la cote WT/REG176/2.

questions ayant des répercussions importantes sur ce commerce et qui ne sont pas couvertes par ailleurs dans le présent Protocole.

3. Dans le cas où les États membres ne s'entendent pas sur l'existence des problèmes empêchant le commerce à l'intérieur de la SADC, les États membres appliqueront les dispositions de l'article 32 du présent Protocole.

Article 34

Modifications

Les modifications apportées au présent Protocole respecteront les procédures établies par l'article 36 du Traité.

[Voir l'article 6 du Protocole de modification du Protocole sur le commerce]**

Article 35

Signature

Le présent Protocole sera signé par les Hautes parties contractantes.

Article 36

Ratification

Le présent Protocole sera ratifié par les États membres conformément à leurs procédures constitutionnelles.

Article 37

Entrée en vigueur

Le présent Protocole entrera en vigueur 30 jours après le dépôt des instruments de ratification par deux tiers des États membres.

Article 38

Adhésion

Le présent Protocole restera ouvert à l'adhésion de tout État membre.

^{**} Le Protocole de modification du Protocole sur le commerce dans la Communauté de développement de l'Afrique australe sera distribué sous la cote WT/REG176/2.

Article 39

Dépositaire

1. Le présent Protocole et tous les instruments de ratification ou d'adhésion s'y rapportant seront déposés auprès du Secrétaire exécutif qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les États membres.
2. Le Secrétaire exécutif de la SADC informera les États membres des dates de dépôt des instruments de ratification et d'adhésion.
3. Le Secrétaire exécutif enregistrera le présent Protocole auprès de l'ONU, de l'Organisation de l'Unité africaine et des autres organisations que le Conseil pourra indiquer.

EN FOI DE QUOI, NOUS, Chefs d'État ou de gouvernement, ou représentants dûment autorisés des États membres de la SADC avons signé le présent Protocole.

FAIT à Maseru, ce 24^{ème} jour d'août 1996 en deux (2) versions originales en langues anglaise et portugaise, les deux versions faisant également foi.

RÉPUBLIQUE D'ANGOLA

RÉPUBLIQUE DE NAMIBIE

RÉPUBLIQUE DU BOTSWANA

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

ROYAUME DU LESOTHO

ROYAUME DU SWAZILAND

RÉPUBLIQUE DU MALAWI

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

RÉPUBLIQUE DE MAURICE

RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE

RÉPUBLIQUE DU MOZAMBIQUE

RÉPUBLIQUE DU ZIMBABWE
